

# Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la  
Direction de l'Information et de l'Accueil

---

## 3 & 4 décembre 2016

---



*Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.*

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil  
Service Presse  
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744  
[Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr](mailto:Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr)  
151 Avenue du Président Hoover - Lille



# SOMMAIRE

---

---

## VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(1 article)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 4 décembre  
2016

### Intégrer la communauté urbaine, un long fleuve tranquille à Rivière? (372 mots)

Par Julien Lechevestrier arras@lavoixdunord.fr Rivière. Les futurs habitants de la communauté urbaine d'Arras s'intéressent...

Page 9

---

---

## VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(5 articles)

---

---

**Nord Littoral**  
Le journal de la Côte d'Opale

samedi 3 décembre  
2016

### Et si vous alliez à votre travail en train? (314 mots)

SNCF Et si vous alliez à votre travail en train? La Région et la SNCF viennent de lancer une plateforme web pour permettre ...

Page 11

**Courrier  
picard**

dimanche 4 décembre  
2016

### Le lien franco-britannique plus fort que le brexit (457 mots)

La région des Hauts-de-France a mieux résisté en 2016 à la sinistrose du tourisme plombé au niveau national par les attentats...

Page 12

**Courrier  
picard**

dimanche 4 décembre  
2016

### Le circuit automobile près de laon (168 mots)

Le circuit automobile près de laon «Projet manager Motorsport vision», Nicolas Simon a détaillé le projet franco-britannique...

Page 13

**Courrier  
picard**

dimanche 4 décembre  
2016

### «10 000 étrangers attendus le 9 avril» (261 mots)

Les chiffres nationaux du tourisme sont en baisse en 2016, alors que la fréquentation a été en hausse dans les Hauts-de-Fra...

Page 14

**L'AISNE  
NOUVELLE**

samedi 3 décembre  
2016

### La Région lance son nouveau site web (120 mots)

Le conseil régional des Hauts-de-France s'est doté depuis jeudi 1er décembre d'un nouveau site internet : www.hautsdefrance...

Page 15

---

---

## VP3 - FUSION, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES...

(2 articles)

---

---

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 4 décembre  
2016

**La première antenne de proximité du conseil régional est ouverte** (443 mots)

Page 17

PAR PIERRE-ANTOINE CRISTANTE [avesnes@lavoixdunord.fr](mailto:avesnes@lavoixdunord.fr) FOURMIES. 1Une promesse de campagne Lors des élections régionales de 2...

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 4 décembre  
2016

**«On va essayer de valoriser le territoire»** (249 mots)

Page 18

Fourmies, première antenne régionale, ça vous inspire quoi? «C'est une très bonne nouvelle. C'est d'autant plus symbolique ...

---

---

## VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

(3 articles)

---

---

**Courrier  
picard**

samedi 3 décembre  
2016

**Le Parc naturel marin aura son mot à dire** (513 mots)

Page 20

Si nous rendons un avis négatif, le parc éolien au large du Tréport et de Dieppe risque de ne pas se faire», a indiqué Domi...

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 4 décembre  
2016

**Un projet européen pour sensibiliser les pêcheurs à pied** (317 mots)

Page 21

par Patricia Noël [boulogne@lavoixdunord.fr](mailto:boulogne@lavoixdunord.fr) Littoral. 1Combien de pêcheurs à pied en France? On en compte 2 millions. 2Combi...

**LA VOIX DU NORD**

dimanche 4 décembre  
2016

**Les gisements dans le Calaisis** (168 mots)

Page 22

La direction interrégionale de la Manche et de la mer du Nord, via la préfecture de la région Haute-Normandie, publie chaqu...

---

---

## VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

(1 article)

---

---

**Courrier  
picard**

dimanche 4 décembre  
2016

**Mille vaches, «les lignes bougent»** (342 mots)

Page 24

Quatre-vingts des 3 000 adhérents de Novissen (Nos villages se soucient de leur environnement) se sont retrouvés ce vendred...

---

---

## VP8 - CULTURE

(3 articles)

---

---



samedi 3 décembre  
2016

### Nord, les Ch'tis et l'écran (998 mots)

Le Nord est une terre de cinéma. Il a un côté gueule cassée, avec les souvenirs, nombreux, des ravages des deux guerres, ce...

Page 26



dimanche 4 décembre  
2016

### Ils se sont remémorés la grande aventure de «Germinal»

(464 mots)

PAR BERNARD DÉFONTAINE bdefontaine@lavoixdunord.fr WALLERS. Avant d'écrire Germinal, Émile Zola avait séjourné neuf jours d...

Page 28



dimanche 4 décembre  
2016

### Au palais des Beaux-Arts, les grands travaux peuvent commencer (330 mots)

par romain musart lille@lavoixdunord.fr LILLE. Le début de l'année 2017 verra se dessiner les premiers contours d'un projet...

Page 29

---

---

## VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(1 article)

---

---



samedi 3 décembre  
2016

### Lesieur va moderniser son plus gros site en France à coups de millions d'euros (277 mots)

Par Aicha Noui economie@lavoixdunord.fr COUDEKERQUE-BRANCHE. «Ce sont des millions d'euros qui vont être investis ici entre...

Page 31

---

---

## VP11 - LYCÉES

(2 articles)

---

---



samedi 3 décembre  
2016

### Restructuration du lycée Anatole-France: visite surprise de Xavier Bertrand (483 mots)

par renovatain bruay@lavoixdunord.fr lillers. «Il y a quand même besoin de travaux, ici.» Ce n'est pas le proviseur du lycée...

Page 33



dimanche 4 décembre  
2016

### Cinq bac pro en Erasmus en Irlande (361 mots)

En mars dernier, cinq élèves du lycée Langevin de Beauvais sont partis quatre semaines en formation professionnelle, à Dubl...

Page 34

---

---

## VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(2 articles)

---

---



### UN HIVER en CHANTIER pour le BUFFET DE LA GARE (502 mots)

Le chantier du parvis de la gare de Saint-Quentin à peine achevé, voici qu'un autre vient de commencer. Les protections ont...

Page 36



### Le Parvis de la gare inauguré le 17 décembre (186 mots)

Le chantier se termine sur le parvis de la gare. L'endroit sera inauguré samedi 17 décembre à 18heures et la gare sera acce...

Page 37

---

---

## VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(1 article)

---

---



### La Catiche aura sa passerelle (609 mots)

Depuis 1997, la Communauté de communes de l'Ouest Amiénois travaillait sur le projet d'aménagement du parc de loisirs de la...

Page 39

---

---

## VP15 - SANTÉ

(2 articles)

---

---



### Thermes: gros investissements planifiés pour améliorer l'accueil des curistes (465 mots)

SAINT-AMAND-LES-EAUX. Lundi matin, le circuit guidé à travers le site thermal, emprunté par le président des Hauts de Franc...

Page 41



### Tep scan: le premier patient attendu début avril (318 mots)

PAR BENJAMIN CORMIER dunkerque@lavoixdunord.fr DUNKERQUE. Le chantier avance dans les temps. «Le premier patient devrait être...

Page 42

---

---

## CARNET

(1 article)

---

---



dimanche 4 décembre  
2016

### Roland Renard sera président (204 mots)

Le 1er janvier 2017, la communauté de communes du canton de Saint-Simon et la communauté d'agglomération de Saint-Quentin n...

Page 44

---

---

## POLITIQUE RÉGIONALE

(4 articles)

---

---



dimanche 4 décembre  
2016

### Bisbilles entre les cadres: le vague à «lame» des centristes...

(380 mots)

HAUTS-DE-FRANCE. Ça bouillonne du côté des centristes dans les Hauts-de-France. Vendredi, Frédéric Leturque, chef de file U...

Page 46



dimanche 4 décembre  
2016

### Action municipale: les oppositions dénoncent un sondage complaisant (424 mots)

PAR ANNNE COURTEL [tourcoing@lavoixdunord.fr](mailto:tourcoing@lavoixdunord.fr) Tourcoing. 1Le sondage. «C'est le même organisme de sondage, l'IFOP, qui trois ...

Page 47



dimanche 4 décembre  
2016

### Municipales 2020: candidat ou pas ? (201 mots)

Mardi, Gérald Darmanin annonçait qu'il n'était pas certain de se représenter aux élections municipales de 2020 à Tourcoing....

Page 48



dimanche 4 décembre  
2016

### Le Front National confirme la pré-investiture de trois candidats dans les 3e, 12e et 18e circonscriptions (463 mots)

Caudry. «Ma commune, mon pays, sans Front de la haine.» Tel était le slogan de la banderole déployée devant le foyer Schwei...

Page 49

---

---

## POLITIQUE NATIONALE

(4 articles)

---

---



dimanche 4 au samedi  
10 décembre 2016

### Bayrou se donne deux mois (1595 mots)

Sera-t-il le prochain sur la liste des victimes du grand coup de balai ? Après Cécile Duflot, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé et François Hollande – dans l'...

Page 51



samedi 3 décembre  
2016

### Si j'étais... Manuel Valls (149 mots)

«Je n'aimerais pas être Manuel Valls car François Hollande n'étant plus dans la course, je serais le seul comptable de son ...

Page 53

**Au Touquet, la belle-fille d'Emmanuel Macron s'engage en politique** (319 mots)

LE TOUQUET. Le bruit courait depuis plusieurs semaines. Après Brigitte Trogneux, l'épouse d'Emmanuel Macron, c'est Tiphaine...

Page 54

**FN : une enquête ouverte sur le financement des régionales 2015** (933 mots)

Toutes les campagnes menées par le Front national depuis que Marine Le Pen en a pris la présidence, en 2011, sont désormais...

Page 55

---

**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC  
LES TERRITOIRES, CONTRAT  
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

---



## Intégrer la communauté urbaine, un long fleuve tranquille à Rivière?

Par Julien Lechevestrier  
arras@lavoixdunord.fr Rivière.  
Les futurs habitants de la communauté urbaine d'Arras s'intéressent à leur nouvelle entité. Après Rœux et Boiry-Saint-Martin, plus de deux cents personnes étaient présentes, mercredi, dans la salle des fêtes de Rivière. Une réunion à laquelle étaient aussi conviés les habitants de Basseux et Ransart. Tous ont eu le droit au petit film introductif pour présenter les compétences de la CUA. «La CUA est une vieille dame qui a de l'expérience. On vient de fêter nos cinquante ans. Nous sommes passés de 5 à 12. De 24 à 39. Et maintenant 46, rappelle Philippe Rapeneau qui se veut rassurant. Nous comptons

trente communes rurales. La plus petite, 200 habitants, se fait entendre comme les autres.» Et le président de rappeler les priorités: «L'emploi, le logement et la mobilité.» Un jeu de questions - réponses a suivi. «Y-a-t-il des enjeux particuliers pour nous?», interroge cet habitant de Basseux. «Non avec un peu plus de 1500 habitants au total pour votre commune, Ransart et Rivière, admet Philippe Rapeneau. Mais, je l'ai toujours dit, cette réforme territoriale a été brutale. On nous l'impose et il faut se préparer le mieux possible.» Comme à Rœux, la facture d'eau est un sujet sensible à Rivière. Un habitant, facture à la main, s'en est pris «à cette multinationale de Veolia.» Comme

lors de la première réunion publique, Philippe Rapeneau avait préparé tous ses chiffres. «On a contracté sur neuf ans pour la délégation de service public. On a sécurisé notre apport en eau et nous avons des équipements de qualité. Le rendement était de 70% à Rivière, il est de 90 pour la CUA.» L'assainissement collectif a également été évoqué. «Rivière compte trois hameaux et est assez étendu. La situation de votre commune est particulière. Il faudra regarder au cas par cas.» Un débat assez calme dans l'ensemble. On était loin de l'ambiance village gaulois à Rœux, il y a quinze jours. ■



---

---

VP2 - TRANSPORTS,  
INFRASTRUCTURES DE  
TRANSPORT...

---

---

## Et si vous alliez à votre travail en train?

**S**NCF Et si vous alliez à votre travail en train? La Région et la SNCF viennent de lancer une plateforme web pour permettre aux entreprises d'offrir à leurs salariés la possibilité d'essayer gratuitement ce mode de transport pendant un mois sur leurs trajets domicile-travail. Il s'agit du dispositif «Testez le train». Si votre entreprise est située près d'une gare du réseau TER des Hauts-de-France, vous pouvez faire la démarche. La Région et la SNCF examinent la demande d'inscription et prennent contact pour définir les modalités d'un conseil individualisé avec les salariés. L'entreprise ou une

personne référente de l'entreprise s'inscrivent ensuite sur le portail pour y ajouter les noms, coordonnées et le mois de test souhaité pour les salariés intéressés par le dispositif. Les candidatures sont ensuite instruites par la SNCF. À noter que ce dispositif n'est pas ouvert aux abonnés actuels du train. L'abonnement gratuit de 1 mois est envoyé au domicile du collaborateur. À l'issue du mois de test, un questionnaire sera remis aux salariés qui ont bénéficié du dispositif. Les entreprises intéressées peuvent se connecter sur le site dédié: [www.hautsdefrance.fr/testez-le-train/](http://www.hautsdefrance.fr/testez-le-train/). Channel Rencontres de la

sécurité L'entreprise Cap Sécurité organise des Rencontres de la sécurité mardi 6 décembre au Channel. Dès 9h30, ce sera des visites libres. Des conférences sur la cybercriminalité, la sécurité collaborative, ou encore le statut d'opérateur économique agréé auront ensuite lieu. Le salon fermera ses portes à 18h. Ce forum est réservé aux professionnels. Pour plus d'informations et inscriptions, rendez-vous sur [capsecurite-france.com](http://capsecurite-france.com). Un repas sera servi aux participants à 12h30. ■



## Le lien franco-britannique plus fort que le brexit

**L**a région des Hauts-de-France a mieux résisté en 2016 à la sinistrose du tourisme plombé au niveau national par les attentats, les conflits sociaux et la désertion de Paris des touristes américains et asiatiques. En Nord-Pas-de-Calais - Picardie, comme ailleurs, le tourisme est crucial avec pas moins de 68400 emplois concernés, soit l'équivalent du secteur tout puissant de l'Agroalimentaire. Quant au Brexit voté par les Anglais, il n'est pas rédhitoire, ont insisté les partenaires franco-britanniques qui se sont retrouvés jeudi 1er décembre à Arras pour les premières Rencontres des acteurs du tourisme. Comme un autre signal fort, la première rencontre territoriale en janvier 2017 aura lieu à Calais, ville portuaire enfin débarrassée depuis quelques semaines de la jungle des migrants qui lui a tant porté préjudice. «Des deux

côtés de la Manche, il faut regarder Calais comme un formidable espoir», glisse le président du comité régional du tourisme Frédéric Leturque. «Nous devons faire du Brexit une opportunité, celle d'adresser des preuves d'amour aux Britanniques et cultiver notre envie d'accueillir», ajoute le maire d'Arras. Responsable touristique dans le Kent, John Carmichael a rappelé que trois fois plus de Britanniques viennent en France que l'inverse, même si la dépréciation de la livre par rapport à l'euro, avantage désormais les membres de l'Union européenne. Les Britanniques restent un grand peuple de voyageurs qui éprouvent régulièrement le besoin de quitter leur île. «Le segment des plus jeunes qui ont voté en majorité pour rester dans l'Europe est une autre cible touristique», a mis en lumière le journaliste Jean-Paul Mulot. Et c'est ainsi qu'un projet

franco-britannique est en passe de voir le jour dans l'Aisne, près de Laon, avec le circuit automobile de Jonathan Palmer. «On voulait s'installer au cœur de l'Europe et cela ne pouvait être que dans les Hauts-de-France et nulle part ailleurs», a insisté Nicolas Simon (lire par ailleurs). Ce projet est un bel exemple du «donnant-donnant» qui règne entre les deux pays. L'A26 reliant Reims à Calais, surnommée «l'autoroute des Anglais» depuis sa création, en est la voie partagée. L'autoroute qui traverse le Pas-de-Calais et l'Aisne est en quelque sorte un prolongement du Channel. Quelque 700 Britanniques sur un millier d'engagés participent à la Montée historique de Laon des voitures de collection. Et ce n'est pas le Brexit qui les fera rebrousser chemin. NICOLAS TOTET ■



## Le circuit automobile près de laon

**L**e circuit automobile près de laon «Projet manager Motorsport vision», Nicolas Simon a détaillé le projet franco-britannique du circuit automobile Jonathan Palmer, annoncé près de Laon, «pour fin 2017». La société en question est déjà propriétaire de cinq circuits au Royaume-Uni. Ce sixième circuit dans l'Aisne sera idéalement situé pour une clien-

tèle britannique «qui a besoin d'évasion». Sur l'ancien site militaire de Couvron qui s'étend sur 500 hectares, un circuit automobile «ouvert» doit être aménagé. Une piste d'atterrissage est aussi prévue pour les clients fortunés. L'investisseur britannique injecte 10 à 12 M€ et sera soutenu par les collectivités locales, dont le Conseil départemental de

l'Aisne. Des promesses d'emplois existent. Combien ? «Je ne réponds plus directement à cette question. Mais entre les emplois directs et les induits, on pense à 50 à 70 emplois dans les cinq ans», avance Nicolas Simon. ■



## «10 000 étrangers attendus le 9 avril»

**L**es chiffres nationaux du tourisme sont en baisse en 2016, alors que la fréquentation a été en hausse dans les Hauts-de-France. Comment l'expliquez-vous au Comité régional du tourisme (CRT)? Il y a eu l'effet Centenaire 14-18. Au-delà, notre région apparaît mieux respirable aux yeux des touristes étrangers. Notre région composée d'espaces peu peuplés permet de se ressourcer, loin des turbulences des grandes villes et dans un contexte de menaces d'attentats. On doit conti-

nuer à valoriser notre nature et la diversité de nos paysages. Que pèse le tourisme dans la région? Vingt millions de visites en 2016 dont 26% de touristes étrangers et neuf millions de nuitées. Notre région a enregistré 175 millions de passages. Les Britanniques représentent 45% de nos touristes étrangers. Demain, il nous faudra travailler davantage en direction de la Chine et de l'Inde. Nous plaçons l'économie et le tourisme au cœur du réacteur régional. 2017 s'annonce comme une autre année importante,

grâce au Centenaire encore? Nous attendons 10000 étrangers, Canadiens et Néo-Zélandais en particulier pour le souvenir de la bataille d'Arras du 9 avril avec nos sites de Vimy et de Notre-Dame-de-Lorette et quelques jours plus tard, ce seront les commémorations du Chemin des Dames dans l'Aisne. Nous valoriserons aussi la culture au Louvre-Lens, au musée Matisse, à Amiens, Saint-Omer, Lille, Arras... ■



## La Région lance son nouveau site web

**L**e conseil régional des Hauts-de-France s'est doté depuis jeudi 1er décembre d'un nouveau site internet : [www.hautsdefrance.fr](http://www.hautsdefrance.fr). Entièrement réalisé par les équipes internes de l'institution, ce site se veut «plus simple, plus rapide et plus utile aux habitants de la Région». Le site intègre articles, photos, vidéos, mais aussi les réseaux sociaux. Une partie du site sera ainsi réservée aux publications des internautes qui utiliseront le hashtag #hautsdefrance sur Twitter et Instagram. Un agenda participatif met également en avant les événements et les manifestations organisés partout dans les Hauts-de-France. ■



---

VP3 - FUSION,  
ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE, AFFAIRES  
JURIDIQUES...

---



## La première antenne de proximité du conseil régional est ouverte

**P**AR PIERRE-ANTOINE CRISTANTE  
avesnes@lavoixdunord.fr FOURMIES. 1Une promesse de campagne Lors des élections régionales de 2015, le candidat Xavier Bertrand expliquait que le conseil régional devait être «plus proche de ses habitants». Avec la promesse de développer des antennes régionales partout dans les Hauts-de-France. C'est à Fourmies que la première a officiellement ouvert ses portes, lundi. Une zone reculée, qui pourrait servir d'exemple à la politique de rapprochement des territoires isolés prônée par le président Bertrand. «Commencer dans un milieu rural comme Fourmies, c'est un signal fort», explique-t-on à la Région. L'antenne des Hauts-de-France est installée place Georges-Copeaux, dans le bâtiment de l'ancienne mairie. Un lieu chargé d'histoire. D'ici la fin du premier tri-

mestre 2017, cinq autres antennes doivent ouvrir dans la Région, comme à Calais par exemple. Ces six lieux serviront de cobaye. Car à terme, Xavier Bertrand souhaiterait qu'il y en ait une vingtaine dans les Hauts-de-France. Non, Lille n'est plus le centre de la Région! 2Qu'est ce qu'on y fait? Pour l'instant, deux personnes sont présentes en permanence dans l'antenne: Bernard Lobet, responsable de l'agence et originaire du secteur, et Céline Dufour. Leur rôle? Renseigner les visiteurs sur les dispositifs mis en place par la Région. Des chargés de missions territoriales se relaient sur place pour rencontrer le public qui le souhaite, sur différentes thématiques (économie, formation professionnelle, emploi...). Ils y assurent des sortes de permanences. Comme par exemple pour recevoir un public intéressé par Proch'Emploi. Finis les coups de fils,

désormais, les visiteurs peuvent avoir quelqu'un en face d'eux. Un peu de relationnel n'a jamais fait de mal à personne. C'est aussi là qu'ils peuvent faire des demandes de subvention, en approfondissant le sujet. Ne reste plus qu'à convaincre les usagers et le personnel de venir jusqu'à Fourmies. 3Quels objectifs? Rapprocher la Région de ses habitants, mais aussi gagner en réactivité. En parlant directement à un conseiller, les gens peuvent en savoir un peu plus sur leurs demandes. Du côté du personnel, c'est aussi un moyen de faire remonter aux supérieurs des requêtes qui n'ont pas encore de réponses, et qui pourraient aboutir sur des expérimentations. L'avantage d'être au plus près des gens, c'est de connaître au mieux les problématiques liées au territoire. ■



TROIS QUESTIONS À...

## «On va essayer de valoriser le territoire»

**F**ourmies, première antenne régionale, ça vous inspire quoi? «C'est une très bonne nouvelle. C'est d'autant plus symbolique que c'est la première qui ouvre. On met la Région à proximité des habitants. C'était un territoire enclavé jusqu'à présent, et le conseil régional a un rôle important à jouer. D'autant plus que cette antenne va toucher à l'Avesnois, mais aussi au secteur de la Thiérache.» Quel va être le rôle de cette

antenne? «On va y trouver des personnes des services qui seront là pour répondre aux besoins par rapport aux demandes, comme les subventions par exemple. Aujourd'hui, il y a deux agents, mais c'est un endroit où l'on pourrait trouver dans le futur près de 30 personnes pour renseigner les gens. Cette implantation va permettre de mettre en avant notre secteur.» En étant la première, on imagine que cela va être un test... «Oui,

c'est un outil qui va être ajusté avec le temps, en fonction de ce que les visiteurs nous demanderont, c'est certain. Pour le moment, rien n'est figé. On va essayer de valoriser le territoire, afin de le rendre plus attractif, plus agréable et véhiculer une bonne image auprès des touristes. On fera d'autres choses, mais pour l'instant, c'est déjà un bon signal que l'on donne aux habitants.» ■



---

---

VP5 - MER ET PORTS,  
POLITIQUE DU LITTORAL

---

---

## Le Parc naturel marin aura son mot à dire

**S**i nous rendons un avis négatif, le parc éolien au large du Tréport et de Dieppe risque de ne pas se faire», a indiqué Dominique Godefroy, jeudi 1er décembre, à Boulogne-sur-Mer. Le président du Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale intervenait à l'issue d'un conseil de gestion, une sorte de «parlement de la mer» chargé de gérer 2300 km<sup>2</sup> d'espaces marins, le long de 118 km de côtes, du Tréport (Seine-Maritime) à Ambleteuse (Pas-de-Calais). Il se trouve que sur les 72 éoliennes du parc éolien qu'Engie (ex-GDF-Suez) veut construire au large du Tréport, de Dieppe et des côtes picardes, 20 seront situées sur le «merritoire» du Parc naturel marin. Or, le conseil de gestion du Parc naturel marin a son mot à dire. Un mot qui pourrait mettre un point final au projet. «Nous rendons deux sortes d'avis sur les projets et les événements qui peuvent avoir un impact

sur le Parc», a détaillé Dominique Godefroy. «Les avis simples, qui ne s'imposent pas aux organisateurs ou aux promoteurs, peuvent être assortis de préconisations. En revanche, les avis conformes s'imposent. C'est comme un droit de veto. Et ils peuvent être assortis de prescriptions, qui doivent s'appliquer». Dominique Godefroy en est convaincu: pour le projet de parc éolien, le Parc sera sollicité, par les services de l'État, pour donner un avis conforme. «On n'est pas là pour débattre de l'utilité ou non des éoliennes en mer», a précisé le président du Parc naturel marin, «mais pour se prononcer sur leur impact, notable ou pas, sur le milieu marin». Engie communiquera son étude d'impact en février 2017. Le vote solennel pourrait avoir lieu en juin, juste avant l'enquête publique prévue à l'été 2017. «Notre avis figurera obligatoirement dans l'enquête publique», a indiqué Domi-

nique Godefroy. Les pêcheurs en mer professionnels, représentés dans le conseil de gestion, sont opposés au parc éolien. Le débat public, l'année dernière, les avait déçus: ils avaient eu l'impression de ne pas avoir été assez écoutés, eux qui répètent depuis des années que la zone choisie par l'État dans son appel d'offres est la pire possible, puisque c'est là qu'ils pêchent. C'est aussi la première fois qu'un parc éolien en mer s'implantera dans un parc naturel marin. «L'erreur, c'est d'avoir choisi, pour un parc éolien, une zone qui empiète sur un parc naturel marin», a lâché, jeudi, Delphine Roncin, secrétaire générale du comité des pêches des Hauts-de-France et vice-présidente du Parc. Cette «erreur»-là, qui résulte d'un choix de l'État, les pêcheurs comptent bien l'exploiter. DENIS DESBLEDS ■



## Un projet européen pour sensibiliser les pêcheurs à pied

Par Patricia Noël boulogne@lavoixdunord.fr Littoral. 1Combien de pêcheurs à pied en France? On en compte 2 millions. 2Combien d'actions de pêche par an? Chaque année, 75000 «actions de pêche» sont comptabilisées entre Dunkerque et Arcachon. Par «action de pêche», on entend une cueillette de moules, de coques, de crabes, etc. Près de 20000 autres actions de pêche sont enregistrées sur des sites fermés pour raison sanitaire ou de ressources trop rares. 3Le tamis à crevettes, obligatoire ou pas? Pas encore mais la sensibilisation porte ses

fruits et beaucoup de pêcheurs de crevettes utilisent maintenant un crible (ou un tamis) qui permet de ne garder que les crustacés à la bonne taille. «Aujourd'hui, on peut dire que 60% des pêcheurs l'utilisent», se réjouit Antoine Meirland, chargé de mission du projet Life. 4Remettre les rochers en place Quand vous allez pêcher le crabe et que vous soulevez les rochers, ne pas les remettre en place est très préjudiciable pour l'environnement. «Il faut quatre ans aux espèces qui vivent sous le rocher pour se reformer», a témoigné un expert. 5Qui pêche le plus de moules

sur notre territoire? La DDTM (direction des territoires et de la mer) a fait ses comptes: les professionnels et les pêcheurs de loisir prélèvent finalement, sur une année, le même tonnage, soit 250 t. 6Ratisser les rochers n'affecte pas le milieu «On a fait un travail là-dessus et en fait, on s'aperçoit que cela n'affecte pas le milieu car la moule se raccroche assez vite», explique-t-on à la direction des territoires et de la mer... Si c'est vrai, pourquoi obliger encore les particuliers à ramasser les moules à la cuillère? ■



---

## Les gisements dans le Calaisis

La direction interrégionale de la Manche et de la mer du Nord, via la préfecture de la région Haute-Normandie, publie chaque année un arrêté portant sur la réglementation de l'exercice de la pêche à pied des moules sur les gisements naturels sur la Côte d'Opale. Dans le Calaisis, en ce qui concerne les coquillages, seuls

Escalles et Sangatte sont classés parmi les gisements naturels de pêche à pied. «On y trouve principalement des moules», précise-t-on à la direction départementale des territoires et de la mer de Boulogne-sur-Mer. On peut y trouver, «très rarement», des couteaux ou «quelques huîtres qui se battent en duel». À noter qu'en 2015,

la plage de Sangatte était fermée à la pêche à pied. À Marck et Oye-Plage, la pêche de loisir est interdite. Les moules que l'on aperçoit sont uniquement des coquillages d'élevage. J.-P.H.D. ■



---

# VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

---

## Mille vaches, «les lignes bougent»

Quatre-vingts des 3 000 adhérents de Novissen (Nos villages se soucient de leur environnement) se sont retrouvés ce vendredi 2 décembre, à Drucat (Picardie maritime) pour leur assemblée générale. Cette association a été créée afin d'empêcher l'implantation de la ferme industrielle dite des Mille vaches, dans le hameau du Plessiel, à Drucat, près d'Abbeville. Ce programme a néanmoins éclos, en étant revu à la baisse dans un premier temps: une autorisation d'exploiter 500 vaches au lieu des mille espérées. Novissen continue de s'y opposer.

### «Obtenir la fermeture de la ferme usine»

«Nous entamons notre sixième année de lutte avec la même détermination que le premier jour», a indiqué son président, Francis Chastagner. «Notre combat est juste. Par notre action, les lignes bougent. Notre objectif est d'obtenir la fermeture de la ferme usine des Mille vaches, pour la santé, l'environnement, le bien être animal, le devenir de l'agriculture.» Novissen attend donc avec impatience la décision du tribunal administratif d'Amiens, relative au dépassement du cheptel à 800 au lieu de 500 animaux, constaté à l'été 2015. Francis Chastagner considère que si la justice donne raison à l'association

et à l'État, qui font cause commune sur ce dépassement jugé illégal, «le projet tombera de lui-même, car le temps joue contre lui». Francis Chastagner affirme que «la ferme perd 2 000 € par jour». Interrogé hier, l'exploitant, Michel Welter, répond: «C'est toujours pareil avec lui. Il donne des chiffres très précis, qui sortent d'on ne sait où, sans être jamais capable de citer ses sources. On a souffert comme toute la production laitière. Si aujourd'hui des jeunes ne veulent pas s'installer, c'est aussi en raison de la bêtise d'une action épidermique. Novissen est le fossoyeur d'une agriculture, y compris familiale, qu'elle dit pourtant défendre.» V.H. ■





---

---

# VP8 - CULTURE

---

---

## Nord, les Ch'tis et l'écran

«Germinal», «Bienvenue chez les Ch'tis», «Week-end à Zuydcoote»... la région regorge de lieux de tournages. L'occasion de les redécouvrir lors d'une promenade cinéphile.

**L**e Nord est une terre de cinéma. Il a un côté gueule cassée, avec les souvenirs, nombreux, des ravages des deux guerres, celle de 14 qui a parsemé la campagne de cimetières, celle de 40 et ses bombardements qui ont éreinté Dunkerque. Un côté gueule noire aussi, le surnom des mineurs de fond, partagés entre la fierté du métier et la dureté du labeur, capables de grandes colères sociales. La terre de *Germinal*. Il faut savoir l'aimer pour filmer la beauté de ses ciels, quand la lourde grisaille cède à un rayon de soleil fugace, qui dore les dunes de *Ma Loute*, du côté de Wisant. Et savourer le rire de ces gens du Nord, pour les moquer gentiment. Promenade cinéphile.

**Wallers-Arenberg** *Germinal* de Claude Berri (1993)

*Germinal* de Claude Berri. Photo Renn Productions. Prod DB

Claude Berri, la première fois qu'il l'a vu, il a failli lui mettre son poing dans la figure. «*Il m'a dit, pour me tester, que tous les mineurs étaient des faïnénants.*» René Lukasiewicz, trente-deux ans au fond, n'imaginait pas que ce gars, «*quelqu'un comme vous et moi, je savais pas qui c'était*», allait changer le destin du carreau de mine d'Arenberg, près de Valenciennes, exploité de 1903 à 1989, que les Houillères devaient raser. Aujourd'hui, le site est réhabilité en studios de cinéma. René Lukasiewicz

a été figurant dans *Germinal*, comme la moitié de la ville, «*dans les durs, les bagarreurs, avec Renaud [qui jouait Etienne Lantier, le meneur de la grève, ndlr]*», se marre-t-il. Il se souvient du casting, à Paris : «*Y avait des acteurs, et puis nous. Berri a fait parler les acteurs et il a préféré les mineurs.*»

Le site vaut le coup d'œil : majestueux chevalements, ces machineries qui surplombaient les bâtiments et servaient à descendre les ascenseurs au fond, jusqu'à 678 mètres de profondeur ; coronis rangés comme à la parade... Aujourd'hui, les anciens racontent le film et la mine, tous les mardis et les jeudis matins, à 9 heures. Ils accueillent le visiteur, à gauche de l'entrée, dans leur local, qu'ils ont aménagé à leur goût, en vrai troquet, avec comptoir et tireuse à bière. Et c'est en patois, en vrai ch'timi, qu'ils vous causent, pas comme dans le Bergues de Dany Boon...

**Bergues** *Bienvenue chez les Ch'tis* de Dany Boon (2008)

L'imposture. Bergues ne parle pas ch'ti, mais flamand, même si certains autochtones se moquent des groupes de touristes d'un retentissant «*Salut biloute !*», quand passe le «Ch'ti Tour», visite guidée des lieux mythiques du film. Longtemps seigneurs des lieux, les comtes de Flandre doivent s'en retourner dans leurs tombes.

Bergues est plus joli que le film le laisse entendre : vieille ville fortifiée aux canaux (où on ne fait pas pipi, SVP) bordés de maisons de maître. Sans friterie Momo sur la grand-place, un décor de carton-pâte, mais avec un vrai beffroi, ces tours de guet du Moyen Age qui voyaient loin sur les plaines et narguaient les clochers. Y accrocher la banderole «*Je t'aime, veux-tu m'épouser ?*» pour le film a été épique : l'une des aiguilles de l'horloge est tombée, ce qui a arrêté le carillon qui sonne tous les quarts d'heure. Tout le village en a pointé son nez dehors. Déjà que l'équipe du tournage avait inondé la ville, alors qu'il n'avait pas plu une goutte, pour la fameuse scène de l'arrivée de Kad Merad sous la drache... Mais Bergues a pardonné, avec la publicité qu'il y a gagnée.

**Entre Dunkerque et Bray-Dunes** *Week-end à Zuydcoote* d'Henri Verneuil (1964) et *Dunkirk* de Christopher Nolan (en 2017)

L'opération «Dynamo», cet incroyable rembarquement du contingent anglais à Dunkerque, condamné au repli par l'avancée allemande en 1940, a inspiré les cinéastes. Le film le plus célèbre est français, *Week-end à Zuydcoote*, gouaille de Belmondo, répliques de Périer, Marielle et Mondy... Que du beau linge.

Zuydcoote, paisible bord de mer, coïncé entre Dunkerque et la fron-

tière belge, chérit le souvenir du tournage. Il faut filer vers la plage, près de l'école de voile, trouver le reste de bunker et grimper à son sommet. A gauche, l'hôpital maritime, toujours là, avec son allure de manoir anglais ; en face, les dunes qui s'échangent. C'était là qu'était installée la popote, devant laquelle Julien-Belmondo meurt à la fin. Un panneau, avec archives Pathé, rappelle le tournage. Les embouteillages dans les rues, les familles s'agglutinant à deux pas des caméras.

Rien à voir avec *Dunkirk*, sur le même sujet, dont Dunkerque a vécu le tournage en juin. Secret défense et curieux priés de circuler. Bruno Pruvost, amateur d'histoire et figurant sur *Dunkirk*, estime qu'il n'y a pas photo : c'est *Week-end à Zuydcoote* le plus impressionnant, avec une même débauche de figurants (1 500 pour le français, 1 300 pour l'américain) et

de pyrotechnie. Et la bande-annonce de *Dunkirk* l'a agacé : visages de soldats marqués par le froid et la pluie, alors «*qu'il a fait beau pendant toute l'opération, du 26 mai au 4 juin 1940. Sinon, ils n'auraient jamais pu rembarquer 338 226 soldats.*» Sur la plage de Zuydcoote, pendant les basses eaux des grandes marées, émergent les restes du *Crested Eagle*, un des 300 bateaux coulés pendant l'opération «Dynamo». Et là, ce n'est plus du cinéma.

**Entre Wissant et Hardelot** Ma Loute de Bruno Dumont (2016)

Ma Loute de Bruno Dumont. Photo Archives du 7e art

Il a fallu deux villas d'époque, et pas n'importe lesquelles, pour que Bruno Dumont restitue la folle maison de

villégiature des Van Peteghem. Pour l'extérieur, le Typhonium, à Wissant, une maison d'inspiration pharaonique où, sur une imitation de cartouche, on voit un oiseau gravé du nom de Blériot, auteur de la première traversée de la Manche, en 1909. Elle est tout droit sortie de l'imagination d'un couple d'artistes bourgeois, en 1890, pour créer un atelier, à la vue superbe sur l'entre-deux caps, et elle ne se visite que lors des Journées du patrimoine. Les intérieurs ont été tournés au château d'Hardelot, autre folie, où a aussi été filmé *Tess*, de Roman Polanski. C'est un château fort d'opérette, néogothique balnéaire, haut lieu de la jet-set à la Belle Époque. Boisées et velours, l'idéal pour un déjeuner bourgeois où est convié un jeune pêcheur un peu perdu. ■

*par Stéphanie Maurice*



## Ils se sont remémorés la grande aventure de «Germinal»

PAR BERNARD DÉFONTAINE  
bdefontaine@lavoixdunord.fr  
WALLERS. Avant d'écrire Germinal, Émile Zola avait séjourné neuf jours dans le Valenciennois, du 23 février au 2 mars 1884, au tout début de la grande grève des mineurs d'Anzin. L'adaptant pour le cinéma, Claude Berri avait tenu à mettre ses pas dans ceux de Zola. «Il faut ressentir les choses et je ne suis pas sûr que je les aurais ressenties aussi bien ailleurs», justifia-t-il. Avec sa société Renn Productions, le cinéaste s'en donna les moyens. Précédé par la construction des décors, qui dura sept mois, le tournage, commencé le 31 août 1992, s'étala sur vingt-trois semaines. Un trio vedette: Gérard Depardieu, Miou-Miou, Renaud (que Berri faisait débiter au cinéma), une cinquantaine d'acteurs, environ 7000 cachets de figuration. Alors le plus gros bud-

get du cinéma français: 164 millions de francs (plus de 25M€). Pour 6,1 millions d'entrées, ce qui place Germinal au 58e rang du classement des cent plus grands succès français. «Entre votre région et les pays de l'Est, je ne sais pas si l'on ferait encore le même choix aujourd'hui. Vu ce que sont les coûts de production...» Patrick Bordier était le directeur de production. Ainsi qu'une quarantaine d'autres techniciens du film (et Jean-Roger Milo comme acteur), il s'est replongé hier dans cette grande aventure que fut le tournage. En se retrouvant sur le site minier d'Arenberg, à l'occasion du vernissage d'une exposition photographique pour les vingt-cinq ans de Germinal. «Réunir ainsi l'équipe du film, aussi longtemps après, c'est quelque chose d'exceptionnel, unique même, félicitait Patrick Bor-

dier. Ça a été tout une organisation de rassembler des gens qui sont très dispersés.» Vingt-cinq ans plus tard, l'ancien site minier est devenu Arenberg Creative Mine, pôle d'excellence en image et médias numériques. Président de la Porte du Hainaut, organisatrice de l'événement, Alain Bocquet a évoqué les polémiques ayant entouré le film. «On avait dit qu'il allait donner une image ringarde, passiste, de la région.» L'élue en sourit: «Égoïstement, nous disons que s'il n'y avait eu ce tournage, on n'aurait plus conservé ici qu'un seul chevalement comme mémorial.» En contribuant par son film à sauver le site, Claude Berri en a montré le chemin à d'autres réalisateurs. «Une histoire incroyable», pour Guillaume Delbar, président de Pictanovo. Comme seul le cinéma pouvait en susciter. ■



## Au palais des Beaux-Arts, les grands travaux peuvent commencer

Par romain musart  
lille@lavoixdunord.fr LILLE. Le début de l'année 2017 verra se dessiner les premiers contours d'un projet scientifique et culturel dont la réalisation prendra dix ans. C'est ce qu'a rappelé jeudi soir, lors du conseil municipal, Marion Gautier, l'adjointe de Martine Aubry en charge de la culture. Il s'agira notamment de «faire du musée un lieu plus agréable et plus confortable, d'y confronter les arts entre eux, d'ajouter de la médiation numérique...», a rappelé l'élue socialiste.

### Mécénat privé

Premier étage de la fusée: le réaménagement de l'atrium, en forum, dès l'an prochain. Plus chaleureux, plus connecté, plus ouvert sur la ville. Un lieu pour se reposer, se restaurer, s'informer, se documenter... Coût de cette seule opération: 775758euros. Dans une période financière délicate, la ville a fait appel au mécénat privé, qui a d'ores et déjà apporté son aide pour des missions de conseils et d'étude - 36000euros versés par le Crédit Mutuel Nord Europe. Cette même banque, par le biais de sa caisse fédérale et de sa fondation, a également contribué à hauteur de

500 000 euros sur deux ans (en 2015 et 2016) pour la mise en œuvre du réaménagement du musée. Une participation versée pour repenser l'atrium puis la salle des plans-reliefs (deuxième étage de la fusée). L'ensemble du projet scientifique n'est pas encore financé, a souligné Marion Gautier. Il le sera au fil de ses nombreuses étapes. Presque vingt ans après sa rénovation, confronté à un environnement étoffé (LaM, Piscine, antenne de l'Institut du monde arabe, Louvre-Lens...) et de nouvelles pratiques du public, le palais des Beaux-Arts continue de se réinventer. ■



---

# VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

---

## Lesieur va moderniser son plus gros site en France à coups de millions d'euros

**P**ar Aicha Noui  
economie@lavoixdunord.fr  
COUDEKERQUE-BRANCHE. «Ce sont des millions d'euros qui vont être investis ici entre 2017 et 2019 pour moderniser le site de l'usine Lesieur.» L'annonce a été faite hier matin par la direction de l'usine lors de la visite du président de Région, Xavier Bertrand. Lieu de naissance de l'entreprise Lesieur, le site de Coudekerque-Branche qui fête ses 110 ans est le plus important parmi les quatre sites du groupe Avril en France et s'étend sur 20 hectares. En

2017 Lesieur va entamer la modernisation de toute la partie conditionnement de l'usine: «Il va falloir trouver une nouvelle machine plus moderne qui aille beaucoup plus vite pour s'adapter à la concurrence», indique Philippe Lamblin, directeur des ressources humaines du groupe Avril. La modernisation du site devrait s'étaler sur deux ans avec une automatisation intégrale. «Le site va entrer dans le millénaire, il va peut-être y avoir des conséquences sociales, prévient Philippe Lamblin, mais les gens garderont leur emploi.» Pour Xavier Ber-

trand, pas de crainte pour les 247-salariés du site: «Il peut y avoir une automatisation du site, Lesieur aura toujours besoin de personnel. Un groupe qui investit des millions dans une usine n'a pas l'intention de la fermer.» Lesieur veut rester discret sur le montant de l'opération à venir et prépare un plan d'annonces en janvier 2017. Un centre de recherche autour de l'huile devrait également s'installer sur le site de Coudekerque-Branche. ■



---

---

# VP11 - LYCÉES

---

---



## Restructuration du lycée Anatole-France: visite surprise de Xavier Bertrand

Par renovatain bruay@lavoixdunord.fr lillers. «Il y a quand même besoin de travaux, ici.» Ce n'est pas le proviseur du lycée Anatole-France qui contredira Xavier Bertrand, venu faire une visite surprise de l'établissement, hier après-midi. Le président de la Région avait annoncé qu'il irait sur le terrain, ce fut le cas hier. «Sur place, la perception est différente de celle que j'aurais eue de mon bureau.» Là encore, Pascal Grouselle et toute son équipe éducative, conviés à une réunion de travail improvisée avec le patron de la Région, ne diront pas le contraire: la restructuration d'Anatole-France, dans les cartons depuis des années, aurait dû débiter... fin 2014. Puis en septembre 2015. Avant d'être reportée en janvier. Depuis son élection, Xavier Bertrand a lancé un audit de tous les lycées des Hauts-de-France, afin de cerner les priorités. Hier, la visite de

la salle des sports a donné le ton: «Je ne suis pas champion du monde de handball, mais là, ce ne sont pas des buts... Il y a beaucoup de choses à faire.» Un point de vue lâché après un tour de table où chaque service était invité à faire part de ses doléances et recommandations. En vue d'éventuels ajustements du projet de restructuration déjà validé.

### «geste fort»

Le message du président de la Région? Il ne paiera pas un chantier à 14millions d'euros sans avoir la garantie que les travaux répondent au mieux aux besoins de l'établissement. Quand bien même «le budget de la Région pour les lycées progresse», se félicite l'élu. Hier, outre le piteux état de la salle des sports, il aura noté l'absence d'un auditorium, pour accueillir des spectacles à visée pédagogiques, appris

que le projet de restructuration retenu tablait sur un effectif de 650 élèves, alors qu'il y en a aujourd'hui deux cents de plus, pris acte de la nécessité de créer cinq classes, sans oublier «les soucis énergétiques du bâtiment qui absorbent 60% de la subvention de fonctionnement», dicit l'intendante. D'où le commentaire de Xavier Bertrand: «C'est un peu plus compliqué que ce qu'on m'avait dit.» Du côté de la direction, le proviseur et son adjoint se réjouissent de cette visite. «Je pense que c'est un geste fort, pour toutes les personnes du lycée», estime Éric Buquet, son adjoint. Et son supérieur de rappeler qu'ici, «élèves, professeurs, parents d'élèves, sont extrêmement patients, mais il faut qu'on sache». Ça tombe bien: Xavier Bertrand s'est engagé à faire le point dès février. ■



## Cinq bac pro en Erasmus en Irlande

**E**n mars dernier, cinq élèves du lycée Langevin de Beauvais sont partis quatre semaines en formation professionnelle, à Dublin, en Irlande, dans le cadre du programme européen Erasmus+. «Nous avons obtenu cinq bourses», explique Sophie Grognet, professeur d'anglais, «et nous avons sélectionné les plus méritants. Deux jeunes femmes sont parties dans le cadre de leur formation en mécanique automobile et trois jeunes hommes pour de l'électrotechnique. Ce fût un joli succès! Je faisais le point régulièrement avec leurs responsables de stage et tout s'est très bien passé. Trois d'entre eux ont même eu des promesses d'embauche.»

### Des promesses d'embauches

Florian Mauconduit faisait partie de ces jeunes hommes. «Pour valider mon bac professionnel, je devais effectuer un stage. Quand Madame Grognet m'a proposé de partir à l'étranger, j'ai tout de suite accepté, explique-t-il. J'adore l'anglais alors Dublin, c'était parfait!» «La première semaine a été un peu compliquée mais j'étais motivé, j'avais envie de bien faire et cela a été, avec le recul, une super expérience. Mon responsable a vraiment aimé ce que j'ai fait et il m'a dit que, si cela me tentait, je pouvais revenir pour y travailler», ajoute Florian Mauconduit. Le jeune homme recommande désormais à

tout le monde une immersion à l'étranger: «Tout ceux qui peuvent avoir l'opportunité de le faire doivent se lancer. C'est vraiment très bénéfique, pas seulement en anglais, mais aussi en termes de responsabilités.» Il faut dire que, pour Florian Mauconduit, l'aventure n'est pas encore tout à fait terminée puisqu'il va être amené à parler de son expérience lors de la cérémonie des 30 ans d'Erasmus, qui se déroulera début janvier à l'Odéon, à Paris. L'ancien élève de Langevin y racontera son séjour à Dublin... sous les yeux de nombreux professionnels et du Président de la République, François Hollande, qui devrait être présent pour l'occasion. ■



---

VP12 - RÉNOVATION  
URBAINE, LOGEMENT,  
INNOVATION NUMÉRIQUE...

---

## UN HIVER en CHANTIER pour le BUFFET DE LA GARE

**L**e chantier du parvis de la gare de Saint-Quentin à peine achevé, voici qu'un autre vient de commencer. Les protections ont été installées sur le mobilier du buffet de la gare, dont les travaux ont commencé en novembre. Pour des raisons de sécurité, il était plus simple que les deux chantiers se suivent, et l'endroit devrait être prêt au printemps. Il accueillera des visites patrimoniales et pourra être loué pour des déjeuners ou des repas privés. En revanche, il ne sera pas possible d'y prendre un café sur le pouce avant de grimper dans le train. «Nous n'avons pas fait appel à un concessionnaire pour un café, car il y en a déjà un dans la gare, précise le maire Frédérique Macarez. Nous ne viendrons pas chercher la même clientèle.» «Ce sont à la fois des travaux de rénovation, de restitution et de restauration» Thierry Germe, architecte L'endroit, qui célèbre cette année ses quatre-vingt-

dix ans, sera en chantier pendant presque un semestre. Il a fallu faire appel à des entreprises spécialisées dans les travaux sur les bâtiments appartenant au patrimoine, comme l'explique l'architecte Thierry Germe. «Nous travaillons par exemple avec la Socra, une entreprise périgourdine qui va s'occuper des céramiques et des mosaïques. Ce sont à la fois des travaux de rénovation, de restitution et de restauration» Les objets d'époque qui ont survécu depuis la fermeture du lieu, au début des années quatre-vingt-dix, seront remplacés dans la mesure du possible, comme l'horloge. «Elle sera bichonnée, promet Thierry Germe. Elle n'a jamais disparu, même si le mauvais sens aurait voulu que ce soit le cas avec tout le passage qu'il y a devant le bâtiment.» En revanche, les lustres d'époque ne seront pas remplacés, leur restauration coûtant trop cher et les pièces d'origines étant introuvables.

Le retour aux sources devrait être total pour le buffet de la gare, puisque son enseigne a été retrouvée entreposée au Village des métiers d'antan et sera posée sur son emplacement d'origine. Au total, le coût du chantier se chiffre à 460000€. 60% du montant est financé par la Région, le Département et l'État, via la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC). Le gros chantier constitue un prélude à ce passé Art déco que la Ville veut continuer de remettre en valeur. Ce qui passera par la réhabilitation de l'ancien cinéma Le Casino, rue du Maréchal-Leclerc dans le faubourg d'Isle, qui doit se transformer en maison des services pour les habitants du quartier. Mais aussi dans les ex-Nouvelles Galeries, au-dessus de Monoprix, où une nouvelle exposition verra le jour au printemps. ■



## Le Parvis de la gare inauguré le 17 décembre

**L**e chantier se termine sur le parvis de la gare. L'endroit sera inauguré samedi 17 décembre à 18 heures et la gare sera accessible par son entrée traditionnelle dès le lendemain. Quant à l'inauguration de ce qui a été le plus projet de la municipalité actuelle, elle revêtira un caractère spécial. «La manifestation sera ouverte à tous les Saint-Quentinois»,

annonce Frédérique Macarez. Des animations, notamment une illumination des lieux, seront mises en place pour l'inauguration, ce qui explique son horaire en soirée. Un historique de la gare devrait également être proposé. L'édifice a en effet une histoire fournie. Il est même apparu dans un album de Spirou et Fantasio intitulé Les Robinsons du rail,

comme le rappelle Frédéric Pillet, chargé d'études documentaires pour la Ville. Le dessinateur Franquin avait d'ailleurs ses habitudes à Saint-Quentin. «Il arrivait souvent que les dessinateurs de Dupuis se retrouvent ici pour travailler, car la ville se trouvait au milieu de la ligne entre Paris et Bruxelles.» ■



---

---

# VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

---

---

## La Catiche aura sa passerelle

Depuis 1997, la Communauté de communes de l'Ouest Amiénois travaillait sur le projet d'aménagement du parc de loisirs de la Catiche, à Picquigny, sans réussir à le faire avancer faute de moyens. Revenu à la baisse, le dossier a pu être lancé en 2015. Et le site réaménagé était finalement inauguré en grande pompe, le 30 avril dernier. Des élus à foison, des riverains venus nombreux, des kayakistes ravis, et même le soleil... Tout était réuni pour cette fête. Ne manquait ce jour-là qu'une seule chose: la passerelle. Un aménagement de 90 mètres de traversée, très attendu par la Com de com pour relier le quartier de la Catiche à la rue (et au parking) des Quatre-moulins et donc à la gare, en passant par l'île de la Trève. «C'est un aménagement indispensable pour le développement économique du site», notait alors Jean-Paul Leulier, vice-président de la CCOA, chargé de l'aménagement de l'espace.

### la passerelle principale de 20 m arrivera en deux morceaux de 10 m

Les élus n'auront pas eu à attendre longtemps pour voir cette nouvelle

réalisation arriver dans le paysage. Après avoir obtenu une subvention de l'État et sollicité une aide de la nouvelle Grande Région (dont une réponse positive est attendue), ils ont pu inscrire les travaux dans le budget. D'un montant de 249000€ hors taxes, ils vont commencer prochainement. «Le marché a été attribué et nous sommes dans la phase de préparation du chantier, explique Anthony Delville, premier adjoint de Picquigny et vice-président de la CCOA. Il démarrera réellement début janvier et se fera par étapes.» Après avoir créé les fondations (plusieurs dizaines de tonnes de béton seront nécessaires), les ouvriers devront s'atteler à la seconde phase qui sera certainement la plus périlleuse mais aussi la plus impressionnante: la réception et la pose de la passerelle principale. D'une longueur de 20 mètres, elle arrivera en deux morceaux de 10 mètres qui seront mis en place et assemblés par des grues. Mais cette partie des travaux devrait intervenir la deuxième quinzaine de février, après l'intervention d'Enedis. Car, comme le précise l' élu, «une ligne électrique passe juste au-dessus du site. Elle devra être effacée ou déplacée. Les choses vont être étudiées.» La structure métallique ha-

billée de pin traité ne sera pas qu'un accès à la base de loisirs mais une vraie nouvelle liaison piétonne avec un accès direct à la gare et à la véloroute. Aussi, elle aura une pente et une largeur (2 mètres), adaptées aux personnes à mobilité réduite. «Nous avons réétudié le projet de base afin que tous les impératifs techniques soient respectés, ajoute l' élu. L'accès PMR mais aussi le passage des kayakistes en-dessous. Il est aussi prévu que les points d'appui soient au-dessus du niveau de la Somme atteint lors de la crue de 2001.» Cet aménagement devrait être opérationnel entre fin février et mi-mars. «Pour le tourisme local, c'est une excellente nouvelle, se réjouit le maire José Herbert. En plus, elle sera prête pour notre fête des géraniums qui se fera pour la première fois à la base de loisirs. Cela devrait nous assurer un beau rendez-vous.» ÉMILIE DA CRUZ edacruz@courrier-picard.fr ■



---

---

# VP15 - SANTÉ

---

---



## Thermes: gros investissements planifiés pour améliorer l'accueil des curistes

**S** AINT-AMAND-LES-EAUX.

Lundi matin, le circuit guidé à travers le site thermal, emprunté par le président des Hauts de France, escorté d'élus locaux, s'est terminé par un coup de fil. À Christine Guérard-Barthélémy, la fille du fondateur de la Chaîne thermale du Soleil, propriétaire depuis 2012 du site amandinois. L'ancien ministre de la Santé connaît bien l'héritière et son mari, le cuisinier Michel Guérard. Propos chaleureux, loin des oreilles du groupe avant que le téléphone ne revienne à Alain Bocquet. On l'entend évoquer un prochain rendez-vous sur Paris puisqu'une visite à Saint-Amand semble difficile en raison d'un agenda surbooké. Les infos données sur la prochaine restructuration du site par Claudine Gaudy, directrice des Thermes et l'architecte suffisent à bien comprendre le projet. Dès janvier 2017, un nouvel accueil

des curistes, pour leur premier jour, va être aménagé dans l'ancienne usine d'embouteillage, située plus loin vers la forêt par rapport à l'entrée actuelle. La deuxième phase est aussi programmée pour 2017. Il s'agira de créer dans les bâtiments à l'arrière, un pavillon d'entrée des thermes. Un parking sur trois niveaux verra le jour en bordure de route, le long de la nouvelle entrée. Cette dernière construction ouvrira le chantier des voiries et du jardin qui s'étoffera sur les parkings actuels. Pour ça, la fin des travaux est annoncée en 2018.

### Contrat pour l'avenir

Les deux derniers chantiers s'étaleront, eux, de 2017 à 2019: la rénovation du Grand Hôtel (55 chambres de 30 m2 environ) et le réaménagement des Thermes. Au total,

15 M€ devraient être investis sur le site amandinois qui avait été acheté au Département pour un peu plus de 4 M€. Autant d'éléments qui ont incité Xavier Bertrand à tendre la main au maire Alain Bocquet: «Là où il y a un projet, il faut que la Région y soit,» affirmait-il après avoir dit qu'il allait signer un contrat de station thermale avec Saint-Amand. «Ce contrat peut dégager des activités et donc des emplois. La Région, c'est 6 millions d'habitants, plus les Belges, les Anglais, la Scandinavie... Il faut assurer la promotion et valoriser la ville.» Cette année, le site a accueilli 600 curistes de plus qu'en 2015 en atteignant 9655 personnes (13000 avec la clientèle Spa et esthétique). L'objectif 2017 est de franchir un seuil avec l'accueil de 10 200 curistes sur l'année. MURIELLE TISON-NAVEZ ■



## Tep scan: le premier patient attendu début avril

**P**AR BENJAMIN CORMIER  
dunkerque@lavoixdunord.fr  
DUNKERQUE. Le chantier avance dans les temps. «Le premier patient devrait être accueilli fin mars, début avril», indique Érad Le Beau de Hemricourt, l'un des médecins nucléaires du groupement d'intérêt économique qui porte le projet. À l'intérieur, entre plaques de placo et sacs de ciment, difficile de se projeter, mais les murs ont été montés et les espaces se dessinent. Outre une salle d'attente et un accueil, le service (d'une surface totale de plus de 1000m<sup>2</sup>) sera réparti en deux grandes zones: une «froide», pour l'accueil des patients, les salles de réunion, les

bureaux des médecins, etc., et une «chaude» pour les salles d'examen et le laboratoire où seront préparés les produits radioactifs nécessaires aux séances avec la Gamma caméra et/ou le Tep scan. Les produits en question viendront de Béthune, d'Amiens et de Bruxelles. Côté construction, et selon les obligations de l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire), les murs sont plombés pour les parties soumises à de la radioactivité. Un grand îlot central a été imaginé dans ce premier étage, accessible depuis le CHD et proche des urgences. «Avec l'architecte, nous avons aussi souhaité qu'il y ait beaucoup de lumière pour le personnel, poursuit le Dr

Moumen Abib, également médecin nucléaire. L'activité qui sera exercée ici sera difficile, avec des cas parfois lourds. Le confort de travail doit être optimal.»

### Onze personnes

Le service comprendra aussi une salle d'épreuve d'effort pour les patients des cardiologues de ville ou de l'hôpital. Le nouveau service fonctionnera avec onze personnes: trois médecins, deux secrétaires, quatre manipulateurs, un radiophysicien et un spécialiste de la radioprotection. ■



---

---

# CARNET

---

---

## Roland Renard sera président

**L**e 1er janvier 2017, la communauté de communes du canton de Saint-Simon et la communauté d'agglomération de Saint-Quentin ne feront plus qu'une. Emblématique président de la communauté d'agglomération, Xavier Bertrand est bien entendu le favori tout désigné pour être à la tête de la nouvelle entité élargie. Sauf que l'élection n'aura lieu qu'à la fin du

mois de janvier lors de la première réunion de l'ensemble des délégués des communes. En attendant, comme il est de tradition dans la plupart des institutions, ce sera le doyen des deux présidents qui prendra, au 1er janvier, la direction de la communauté d'agglomération. Et c'est avec une large «majorité» que Roland Renard devance le jeune quinquagénaire Saint-Quentinois. Roland Renard se-

ra donc pendant quelques semaines le président de la communauté d'agglomération. Une annonce presque en forme de boutade, qu'il a faite lors d'une réception au pôle communautaire. Un poste de plus pour celui qui a été entre autre député et vice-président du conseil général. ■



---

---

# POLITIQUE RÉGIONALE

---

---

## Bisbilles entre les cadres: le vague à «lame» des centristes...

**H**AUTS-DE-FRANCE. Ça bouillonne du côté des centristes dans les Hauts-de-France. Vendredi, Frédéric Leturque, chef de file UDI et Union centriste au conseil régional, a fait l'objet d'un vote de défiance de la part d'une trentaine d'élus qui a abouti à la nomination de Valérie Létard à la présidence centriste. Les déclarations du maire d'Arras qui a fustigé ses «amis» pour avoir pris position lors de la primaire de la droite en auraient-elles froissé quelques-uns (et une)? Frédéric Leturque lui avait choisi... de ne pas choisir, se référant à ce qui avait été décidé par les militants lors du congrès national de l'UDI en mars, à Versailles. À savoir... ne pas prendre

position! Or, revirement de situation en septembre: la plupart des cadors centristes se sont finalement rangés derrière Juppé. «J'avais prévenu: la primaire, ce n'est pas notre affaire et on a soutenu le mauvais cheval. Certains se sont brûlé les ailes. La France a besoin de la droite pour gagner, mais la droite aura besoin du centre pour l'emporter»... La déclaration de trop qui a notamment chatouillé Valérie Létard. Sachant que le feu couvait entre la chef de file du Nord et celui du Pas-de-Calais. Décryptage: Frédéric Leturque est plutôt proche de l'ancien ministre de la Défense Hervé Morin (centriste) qui aurait dans sa ligne de mire un certain... Jean-Christophe Lagarde, président

de l'UDI, dont on peut dire que Valérie Létard fait partie de... «la garde» rapprochée. Ce qui dérangerait également, c'est l'axe Bertrand (LR)- Leturque (UDI) qui semble fonctionner au conseil régional. En attendant, Frédéric Leturque s'est envolé... pour l'Australie afin de préparer les commémorations de la Bataille d'Arras en 2017 avec sa casquette de président des comités de tourisme régionaux et pour l'inauguration de l'exposition Cent chefs-d'œuvre de Versailles transposée d'Arras à la National Gallery à Canberra. Balle(s) au centre à son retour? M. V. ■



## Action municipale: les oppositions dénoncent un sondage complaisant

PAR ANNNE COURTEL  
tourcoing@lavoixdunord.fr  
Tourcoing. 1Le sondage. «C'est le même organisme de sondage, l'IFOP, qui trois semaines avant les élections municipales, nous avait donnés gagnants avec onze points d'avance.» La petite phrase grinçante est cosignée par Bernard Despierre et Michel-François Delannoy, opposants de gauche à Gérald Darmanin. Ils n'ont pas apprécié le sondage commandé par l'équipe municipale. «Ce sondage n'a aucune valeur scientifique. Il fallait faire des indices de satisfaction.» Pour les opposants, les questions du sondage sont clairement orientées. C'est aussi ce que pense Jean-François Bloc, du Front national. «Je suis assez sceptique sur ce sondage. La majorité obtient des bons résultats sur des items qu'elle a promis. C'est donc normal.» Michel-

François Delannoy rappelle que lorsqu'il était maire, il écoutait les citoyens parler de son action. «Je ne consacrais pas des moyens financiers à de la propagande. Maintenant s'il y a des sujets de satisfaction tant mieux pour la ville.» 2L'absence. Pour l'opposition de gauche, ce sondage sert à masquer l'absence du maire. «Il y a une totale confusion entre la communication et l'action. Il n'avait qu'à écouter les Tourquennois, mais encore fallait-il être là.» Pourtant les habitants interrogés ne semblent pas lui en porter rigueur. Interrogés en pleine campagne des primaires de la droite et alors que Gérald Darmanin était très souvent absent de Tourcoing, ils accordent au maire 77% de satisfaction. Mais pour Jean-François Bloc, les habitants reprochent de plus en plus souvent l'éloignement de leur maire. 3Les ac-

tions. Les actions sur la propreté et sécurité ont été approuvées par les personnes sondées. «Mais pour la sécurité, les gens jugent les moyens mis en place mais pas leur impact. Il faudra attendre les chiffres pour voir si la délinquance a baissé. En tout cas, ce n'est pas ce que j'entends dans les conseils de quartier», juge Jean-François Bloc (FN) qui pointe l'absence de la pauvreté ou les rythmes scolaires dans les catégories. L'opposition de gauche juge, elle aussi que, Gérald Darmanin a mis en avant ses réussites mais n'a pas abordé l'emploi, le logement, l'économie, la culture, l'environnement... «Autant de sujets où l'on attend des résultats, de voir les promesses que le maire avait faites.» ■



---

## Municipales 2020: candidat ou pas ?

**M**ardi, Gérald Darmanin annonçait qu'il n'était pas certain de se représenter aux élections municipales de 2020 à Tourcoing. L'opposition de gauche est goguenarde: «peut-être attend-il que le peuple le supplie...», a déclaré Michel-François Delannoy, l'ancien maire socialiste. Pour autant, les élus ne seraient pas étonnés si le maire je-

tait l'éponge en 2020. «Il lui faut toujours un nouveau jouet. Alors peut-être s'est-il lassé de Tourcoing, peut-être qu'il s'ennuie? Pourtant il y en a du travail à faire ici!» L'opposition rappelle qu'il y a un an lorsque le maire a quitté son mandat de député (pour cause de cumul), il a juré de se consacrer à Tourcoing. «Mais on ne peut pas gérer une ville via Fa-

cebook.» Jean-François Bloc (FN) lui, s'étonne. «Ce n'est pas ce qu'il avait dit jusqu'à présent. Mais peut-être a-t-il des raisons personnelles... À moins qu'il ne soit appelé à des responsabilités nationales si son parti accède au pouvoir. Des fonctions à Paris, des fonctions à Lille, que restera-t-il alors pour Tourcoing?» ■





## Le Front National confirme la pré-investiture de trois candidats dans les 3e, 12e et 18e circonscriptions

Caudry. «Ma commune, mon pays, sans Front de la haine.» Tel était le slogan de la banderole déployée devant le foyer Schweitzer ce samedi après-midi. Un message d'accueil, on dira ainsi, adressé à Florian Philippot. Le vice-président du Front National était en effet à Caudry pour une réunion publique réunissant les militants des 3e, 12e et 18e circonscriptions. Mais pas seulement, d'expliquer le bras droit de Marine Le Pen: «Il y a des gens qui viennent par curiosité aussi.» Pour voir qui est là? Non: «Pour en savoir plus sur nos idées.» Et justement: l'homme était là pour cela, expliquer, développer les idées du FN à «moins de cinq mois de l'élection présidentielle». Et alors que «le paysage est en train de s'éclaircir». Florian Philippot parle bowling: «Il y a presque eu un strike: Duflot, Hollande, Juppé, Sar-

kozy, Copé... Ils sont tous tombés. Mais le strike ne sera atteint que lorsque Marine sera à l'Élysée.» Sauf que... Beaucoup d'analystes ont vu en François Fillon un homme pouvant venir reprendre à l'extrême droite les brebis égarées. Ce qui n'est pas du tout l'analyse du vice-président du FN, qui fait fi d'une gauche «en morceaux», imagine effectivement François Fillon comme «le plus sérieux» face à Marine Le Pen, mais pour autant ne le craint pas. Pourquoi? «Parce qu'il est notre parfaite antithèse.» Et Florian Philippot de dénoncer François Fillon comme étant «européiste, immigrationniste, le candidat de la casse sociale, celui soutenu par le MEDEF, qui veut privatiser, qui veut moins de militaires...» Alors, pour le vice-président du FN, «le seul rempart, c'est Marine Le Pen». On avait bien com-

pris. Elle devrait compter, selon Sébastien Chenu, responsable départemental du FN qui en est persuadé, sur des députés du Front. Et ce samedi, trois pré-investitures ont été annoncées: celle de Sylvie Goddyn, députée européenne, élue dans l'opposition à Marcq-en-Barœul et qui représentera le FN dans la 3e, c'est-à-dire la circonscription de Maubeuge, «qui fait partie de cette France des oubliés»; celle du Cambrésien Gérard Philippe dans la 12e, l'Avesnois. «On met un directeur d'école face à un enseignant qui n'a pas dû voir un élève depuis au moins 30ans». Et puis Mélanie Disdier dans la 18e, «avec l'arrêt du député sortant, c'est un monde qui s'ouvre dans cette circonscription». Et la Caudrésienne aimerait bien le conquérir. Da.L. ■



---

---

# POLITIQUE NATIONALE

---

---

CONFIDENCES LE PRÉSIDENT DU MODEM A ENVIE D'ÊTRE CANDIDAT. MAIS LA VOIE EST ÉTROITE. TRÈS

## Bayrou se donne deux mois

**S**era-t-il le prochain sur la liste des victimes du grand coup de balai ? Après Cécile Duflot, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé et François Hollande – dans l'ordre de disparition à l'écran –, François Bayrou va-t-il être bouté hors du paysage ? « *C'est pour éviter ça que je lui dis qu'il doit gagner du temps, confie un conseiller du président du MoDem. Il faut qu'il arrête de parler d'un accord avec Les Républicains pour les législatives. Les Français en ont marre des petits arrangements entre partis. François n'a qu'une seule voie, très étroite : il faut qu'il touche les Français aux tripes en montrant qu'il porte la parole des petits.* »

« *J'ai, plus encore qu'il y a dix ans, une espèce de joie sauvage* »

Autant Bayrou, lorsqu'il soutenait son cher Juppé, était obsédé par la perspective de rassembler la famille centriste via l'Assemblée nationale au terme d'une négociation parlementaire, autant il ne veut pas, à ce stade, négocier des postes avec François Fillon. Parce que c'est ce que font « *ridicusement* », dit-il, les centristes ennemis, l'UDI. Le Béarnais a, en toute simplicité, une autre ambition : faire apparaître « le » sujet de la présidentielle. Il est convaincu de l'avoir trouvé. « *Le thème, c'est la situation de ceux qui sont en bas de l'échelle.* » Il pense être l'un des rares à pouvoir parler à – et de – ces derniers. « *Je suis un fils de tout petit paysan. Les gens d'où je viens – je sais, ce n'est pas très français – ressentent que je les défends. Tout l'effort de ma vie, c'est que les gens d'en bas sachent que je suis avec eux. J'ai toujours refusé*

*que la gauche ait le monopole du social. La vie des gens, je sais ce que c'est. C'est même plus que cela : j'aime ce que c'est.* » Xavier Bertrand pourrait en dire autant, qui pense même que là est sa clé pour Matignon. Qu'importe, Bayrou entend « *mener un combat que personne ne mène* ». Il a lancé son « *offensive* » mercredi au 20 Heures de France 2. « *En descendant du plateau, la maquilleuse avait les larmes aux yeux* », raconte-t-il.



François Bayrou, le 25 septembre à Guidel dans le Morbihan, lors de l'université de rentrée du MoDem. MATHIEU PATTIER/SIPA

Le soir du deuxième tour, il jurait à son entourage, tous muscles dehors : « *Le programme de Fillon n'est pas acceptable, je vais y aller, je porterai les couleurs du centre ! On refait les commandos, on part à l'assaut et on parle aux Français.* » Ce à quoi ils sont quelques-uns, parmi ses interlocuteurs, à lui avoir répondu : « *Tu n'as pas d'espace.* »

Il a décidé d'attendre l'issue de la primaire de la gauche. « *J'ai deux mois devant moi.* » Dans l'intervalle, il va reprendre le livre écrit cet été – le scénario, alors, était très différent – afin de publier un ouvrage en janvier. Dans son viseur : « *l'ultralibéralisme* » de Fillon. En privé, Bayrou emploie le même mot qu'Emmanuel Macron, son concurrent dans la guerre des centres. L'ancien ministre – qui a eu, le soir de la victoire de Fillon, le «

*toupet* » d'appeler publiquement le maire de Pau à le rejoindre – brocarde un homme songeant à être pour la quatrième fois candidat à la présidence de la République. Haussement d'épaules du brocardé : « *Il se trouve que j'ai à présent, peut-être plus encore qu'il y a dix ans, une espèce de joie sauvage qui me donne la force de renverser les montagnes.* » Il prononce le moins possible le nom de Macron. Ces deux syllabes l'escagassent. « *Il n'existe pas*, répète-t-il à ses amis. *Il y a une symétrie fascinante entre Macron et Le Maire. Le renouveau mais sans aucune idée. Pour incarner, il faut avoir de la chair.* » Il n'a pas manqué de relever que Hollande avait repris à son compte, dans son allocution de renoncement, le concept fétiche du fondateur d'En marche ! : « *les progressistes* ». « *Était-ce fait pour réintégrer Macron ou pour le soutenir indirectement ?* » s'interroge Bayrou, qui assure au JDD : « *Sur de nombreux points, la vision thatchérienne de Fillon et celle de Macron sont semblables. Ils le revendiquent d'ailleurs tous les deux. Simplement l'une est peinte en rose pâle, l'autre en bleu dur.* »

**Avec Fillon, « la promesse de casse sociale sera insupportable »**

Notre Robin des bois centriste a rendez-vous avec Fillon cette semaine. Le Sarthois lui a envoyé un premier SMS voilà quatre jours. « *Avec ce projet, Fillon ne s'en rend pas compte, il y a un grand risque électoral. Pour les Français, la promesse de casse sociale sera insupportable. Il l'avait dit, du reste : il voulait "casser la ba-*

raque". Mais dans la baraque, il y a nos enfants ! » Les deux hommes, qui n'en finissent pas de dire qu'ils s'estiment, peuvent-ils s'accorder sur un programme ? « Son intérêt le plus crucial serait d'entendre les questions que je pose », répond Bayrou, qui peine à masquer son scepticisme. Il a envie d'y aller. Mais en a-t-il les

moyens ? « Une campagne présidentielle coûte entre 7 et 8 millions d'euros, décompte un proche. Notre patrimoine immobilier est suffisamment important pour garantir une campagne. L'immeuble de la rue de l'Université [à Paris] vaut le double d'une campagne. » Bayrou le dit autrement : « J'ai pris soin de bâtir les

conditions de notre indépendance sur le long terme. Je suis un paysan au fond de mon âme. » Qui sait donc que jamais il ne faut mettre tous ses oeufs dans le même panier. ■

par Anna Cabana

## ENCADRÉS DE L'ARTICLE

### Les invités politiques du dimanche

**Florian Philippot (FN)** : *L'Interview politique du 6/9 du week-end*, France Inter, à 8 h 20.

**Nicolas Bay (FN)** : *L'Invité politique de la matinale week-end*, iTélé, à 8 h 50.

**François Bayrou (MoDem)** : *Le Grand Rendez-Vous*, Europe 1/ *Les Échos*/iTélé, à 10 heures.

**Jean-François Lamour (LR), Mathieu Hanotin (directeur de campagne de Benoît Hamon)** : *Dimanche en politique IDF*, France 3 Ile de France, à 11h30.

**Juliette Méadel (PS)** : *BFM politique*, BFMTV/ *Le Parisien- Aujourd'hui en France*/RMC, à 12 heures.

**Henri Guaino (LR)** : *Le Brunch politique*, Sud Radio, à 12 heures.

**Pierre Laurent (PCF)** : *Punchline*, C8, à 12 heures.

**Arnaud Montebourg (PS)** : *Questions politiques*, France Inter/ franceinfo/ *Le Monde*, à 12 heures.

**Danielle Simonnet (PG)** : *Bureau politique*, LCI, à 12 h 10 et 18 h 10.

**Jean-Luc Mélenchon (PG)** : *Dimanche en politique*, France 3, à 12 h 10.

**Michel Sidibé (directeur exécutif d'ONUSIDA)** : *Internationales*, TV5Monde/RFI, à 12 h 10.

**Jean-Christophe Cambadélis (PS)** : *Le Grand Jury*, RTL/ *Le Figaro*/LCI, à 12 h 30.

**Marion Maréchal-Le Pen (FN)** : *BFM politique*, BFMTV/ *Le Parisien Aujourd'hui en France*/RMC, à 13 heures.

**Luc Chatel (LR)** : *Forum*, Radio J, à 14 h 20. **Daniel Cohn-Bendit** : *C Politique*, France 5, à 18 h 35.

**Thierry Solère (LR), Jean-Claude Mailly (FO)** : *18 h Politique*, iTélé, à 18 h 35.

**Dominique de Villepin** : *BFM politique*, BFMTV/ *Le Parisien Aujourd'hui en France*/RMC, à 19 heures.

**Daniel Cohn-Bendit, Marylise Lebranchu (PS)** : *C Polémique*, France 5, à 19 h 45.



## Si j'étais... Manuel Valls

«Je n'aimerais pas être Manuel Valls car François Hollande n'étant plus dans la course, je serais le seul comptable de son désastreux bilan» analyse Faustine Maliar, conseillère régionale LR. L'élue calaisienne ne comprend pas comment quelqu'un qui «a torpillé pendant des mois le

chef de l'État peut ensuite lui montrer autant d'affection quand il annonce qu'il ne se représentera pas.» Manuel Valls doit-il démissionner pour se présenter à la primaire ? Si Faustine Maliar avait été Manuel Valls, elle aurait démissionné bien avant cette primaire, «il y a de nom-

breux exemples comme l'ont fait Arnaud Montebourg et Benoît Hamon. Je les trouve bien plus légitimes pour pouvoir se présenter à la primaire de la gauche même si nous n'avons pas les mêmes idées.» ■



## Au Touquet, la belle-fille d'Emmanuel Macron s'engage en politique

**L**E TOUQUET. Le bruit courait depuis plusieurs semaines. Après Brigitte Trogneux, l'épouse d'Emmanuel Macron, c'est Tiphaine Auzière, la belle-fille de l'ex-ministre de l'Économie, qui allait entrer dans l'arène politique locale. L'acte fondateur a eu lieu vendredi dernier dans la salle d'un restaurant de l'aéroport du Touquet. Une cinquantaine de personnes se sont déplacées pour voir l'animatrice du comité En Marche! de Saint-Josse (un village de l'arrière-pays). Et quasiment tous ont été conquis par ses talents d'oratrice. À 32 ans, cette mère de deux enfants

a été à bonne école. À la ville, elle porte la robe d'avocat du barreau de Boulogne-sur-Mer. Dans la vie privée, elle côtoie régulièrement sa maman Brigitte Trogneux et son époux Emmanuel Macron qui possèdent une villa dans la station. «Quand je lui ai dit que j'allais monter un comité En Marche!, il a été très content mais il ne m'a jamais poussée à rien. Tout ce que je fais pour lui, c'est par envie», confie la jeune femme ni timide, ni extravertie, plutôt naturelle en réalité. Apparemment aussi très attachée à la défense de ses idéaux. «Sur la loi travail, nous avons eu des

échanges de positions» avec Emmanuel Macron, reconnaît-elle pudiquement sans s'étaler sur ces possibles divergences. Tiphaine Auzière prévient qu'elle ne fera pas une campagne classique. «Pourquoi ne pas organiser un nettoyage de la plage ou un atelier CV pour les gens au chômage?», s'interroge-t-elle devant une assemblée qui acquiesce. Comme son mentor, elle sait s'attirer les faveurs de l'assistance. Tel beau-père, telle belle-fille. OLIVIER MERLIN ■



## FN : une enquête ouverte sur le financement des régionales 2015

Une entreprise dirigée par l'élus Axel Loustau est cette fois visée

Toutes les campagnes menées par le Front national depuis que Marine Le Pen en a pris la présidence, en 2011, sont désormais dans le viseur de la justice du fait de leur système de financement. Selon nos informations, le parquet de Paris a ouvert, le 9 novembre, une enquête préliminaire pour escroquerie au préjudice de l'Etat, abus de biens sociaux et blanchiment de ces délits, en lien avec les élections régionales de décembre 2015. L'enquête a été confiée à la brigade financière.

C'est l'entreprise Les Presses de France, dirigée par le conseiller régional FN d'Ile-de-France Axel Loustau, qui est cette fois visée. Cette dernière avait été créée en juillet 2015 pour contourner l'interdiction faite à la société Riwal de travailler avec le Front national. Riwal était alors mis en examen dans l'enquête sur le financement par le FN des élections législatives et la présidentielle de 2012. La société de M. Loustau a été sollicitée à la place, contribuant, avec les mêmes sous-traitants que Riwal, à imprimer les tracts et les professions de foi d'une grande partie des candidats frontistes aux régionales.

Mais Tracfin, la cellule antiblanchiment du ministère des finances, a alerté les autorités judiciaires, le 29 juillet, de mouvements de fonds suspects en lien avec Les Presses de France. Selon nos informations, la société a été créditée de 4,7 millions d'euros au titre des remboursements par l'Etat des frais de campagne, versés en février et mars 2016. Les enquêteurs ont constaté que seul 1,2

million d'euros a été débité au profit des imprimeurs prestataires. La justice soupçonne une possible surévaluation du matériel électoral facturé aux candidats.

" Je ne suis pas au courant, je n'ai pas grand-chose à dire, assure M. Loustau, joint au téléphone. *La propagande officielle, c'est quelque chose de parfaitement encadré. Les montants ne correspondent pas.* " Sur les 4,7 millions d'euros perçus par Les Presses de France, un peu moins de 1 million d'euros a par ailleurs été reversé à la Financière Agos. Cette dernière, anciennement dirigée par M. Loustau, est aujourd'hui aux mains d'une de ses proches.

Plusieurs procédures judiciaires

Un million d'euros a aussi été versé à une autre société, la Financière de la pépinière, qui est, elle, dirigée par Christophe Chabassol. Elle a été créée en juillet 2015, comme Les Presses de France. " *C'est un de mes fournisseurs, je lui ai versé plusieurs factures* ", reconnaît Axel Loustau. Quel type de prestations cette société délivre-t-elle ? " *Je ne sais pas. Ils ont de nombreuses activités* ", lâche le conseiller régional, avant de raccrocher.

Selon ses statuts, la Financière de la pépinière a un objet large, qui va de " *la holding, la prise de participation, le conseil, la gestion* " à la " *prise en location-gérance de tous les fonds de commerce* ", en passant par la " *participation directe ou indirecte dans toute opération financière, immobilière ou mobilière* " ou encore " *l'achat, la vente, le négoce, en France et à*

*l'étranger, de toute marchandise* ". Le lien avec les campagnes électorales, lui, ne saute pas aux yeux. Enfin, 28 000 euros de salaires ont été versés par la société de M. Loustau.

Interrogé sur ces différents sujets, le sénateur et maire de Fréjus (Var), David Rachline, directeur de campagne du FN pour les élections régionales 2015, a indiqué n'avoir " *aucun commentaire* " à faire. " *Arrêtez de vous laisser intoxiquer par la justice française qui harcèle notre formation politique* ", lâche celui qui est aujourd'hui directeur de la campagne présidentielle de Marine Le Pen. M. Loustau, lui, est chargé des finances pour cette campagne.

L'ouverture de cette enquête préliminaire intervient alors qu'une information judiciaire a été ouverte le 26 octobre, comme l'a révélé *Mediapart*. Cette dernière vise à la fois les élections municipales, européennes et sénatoriales de 2014, ainsi que les départementales de mars 2015.

Par ailleurs, MM. Chatillon et Loustau, anciens militants du GUD (Groupe union défense), un groupuscule étudiant d'extrême droite radicale, et amis proches de Mme Le Pen, ainsi que deux dirigeants du Front national, le trésorier Wallerand de Saint-Just et le -vice-président Jean-François Jalkh, ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel, le 5 octobre, pour répondre de leurs rôles dans le financement des élections présidentielle et législatives de 2012.

Interrogée au cours de l'enquête en

qualité de témoin assisté pour savoir si son trésorier devait porter seul la responsabilité des actes illégaux imputés au FN, Marine Le Pen avait élu-  
dé. " *Accordez-moi que je ne m'occupe pas de ce genre de choses* ", a déclaré

la députée européenne aux juges, en janvier 2016, qu'elle avait refusé de rencontrer à deux reprises. Mme Le Pen avait dénoncé " *un acharnement politique au long cours et une persécution -judiciaire* ".

**Olivier Faye, et Simon Piel ■**

*par Olivier Faye, Et Simon Piel*

